

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°21094 - 78ÈME ANNÉE

NOUS SOMMES 8 MILLIARDS D'ÊTRES HUMAINS SUR TERRE CE 15 NOVEMBRE !

Le cap des 8 milliards d'êtres humains a été franchi ce 15 novembre, a annoncé l'Organisation des Nations Unies, dans un communiqué.

Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a indiqué que *"nous attendons la naissance du huit milliardième habitant de la planète Terre. C'est l'occasion de célébrer notre diversité, de reconnaître notre humanité commune et de nous émerveiller des progrès en matière de santé qui ont permis d'allonger la durée de vie et de réduire considérablement les taux de mortalité maternelle et infantile"*.

"Dans le même temps, c'est un rappel de notre responsabilité partagée de prendre soin de notre planète, et un moment pour réfléchir aux domaines dans lesquels nous ne respectons pas encore nos engagements les uns envers les autres", a-t-il ajouté.

La population mondiale augmente à un rythme lent depuis 1950, en passant sous la barre des 1% en 2020. Nous étions 2,5 milliards en 1950, nous devrions être 9,7 en 2050. Et en 2100 ? L'ONU estimée la population mondiale à 10,4 milliards, peut-être beaucoup moins.

En effet, John Wilmoth, directeur de la Division de la population, du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, a expliqué lors d'une conférence de presse en juillet 2022 qu'il "existe une incertitude inhérente aux



projections démographiques. Cette incertitude dépend de la fourchette plausible des trajectoires futures de la mortalité, de la fécondité et de la migration internationale, qui ont été évaluées pour chaque pays ou zone à l'aide de méthodes démographiques et statistiques".

Malgré cela, les dernières projections des Nations Unies, la population mondiale pourrait atteindre environ 8,5 milliards en 2030 et 9,7 milliards en 2050. Elle devrait atteindre un pic d'environ 10,4 milliards de personnes au cours des années 2080 et se maintenir à ce niveau jusqu'en 2100.

Le rapport, intitulé «Perspectives de la population mondiale 2022», indique aussi que la fécondité a nettement diminué au cours des dernières décennies dans de nombreux pays.

Deux tiers de la population mondiale vivent dans un pays ou zone où la fécondité au cours de la vie est inférieure à 2,1 naissan-

ces par femme, soit à peu près le niveau requis pour une croissance zéro à long terme pour une population à faible mortalité, selon l'ONU.

La population de 61 pays ou zones devrait diminuer de 1% ou plus entre 2022 et 2050, en raison de la persistance de faibles taux de fécondité et, dans certains cas, de taux d'émigration élevés.

L'espérance de vie mondiale à la naissance a atteint 72,8 ans en 2019, soit une amélioration de près de 9 ans depuis 1990. De nouvelles réductions de la mortalité devraient se traduire par une longévité moyenne mondiale d'environ 77,2 ans en 2050. Pourtant, en 2021, l'espérance de vie des pays les moins avancés accusent un retard de 7 ans par rapport à la moyenne mondiale.

De plus, plus de la moitié de l'augmentation démographique prévue jusqu'en 2050 sera concentrée dans huit pays : Égypte, Éthiopie, Inde, Nigéria, Pakistan, Philippines, République démocratique du Congo et Tanzanie.

GRÈVE GÉNÉRALE LE 17 NOVEMBRE

La FSU Réunion et ses syndicats de l'Éducation, de l'Enseignement agricole et de la Territoriale appellent à faire grève jeudi 17 novembre et à venir le plus massivement possible devant les lycées professionnels Lepervanche (Le Port), L'Horizon (Sainte Clotilde), Patu De Rosemont (St Benoit), Roches-Maigres (St-Louis), François de Mahy (St-Pierre) à partir de 7 heures.

La FSU Réunion appelle à combattre le projet de réforme des lycées professionnels. C'est en effet de loin l'attaque la plus violente jamais orchestrée contre le système éducatif. Le gouvernement veut augmenter les temps de stage et réduire les temps à



l'école pour donner satisfaction au patronat qui se plaint de manquer de main-d'œuvre.

Ainsi celui-ci pourra-t-il disposer rapidement d'employés précaires, mal payés et assignés à des tâches limitées au domaine de l'entreprise où ces jeunes seront envoyés. Un retour à l'avant-guerre où l'apprentissage était le seul moyen de se former à un métier.

A la Réunion cela concerne 37% des lycéens pour qui l'horizon sera rétréci aux seuls besoins du patronat local, sans plus pouvoir envisager de poursuites d'études ou un avenir hors du territoire.

C'est bien tout l'esprit du service public d'éducation dans ses principes d'égalité des chances et du droit à un avenir librement choisi qui est brutalement entravé.

Pour la FSU Réunion, il est impossible de laisser passer un tel projet qui dessinerait les contours d'un système éducatif à deux vitesses, qui ne s'arrêtera d'ailleurs pas au seul lycée professionnel, nous le savons bien. En métropole des fermetures de lycées sont d'ores et déjà programmées.

Pour empêcher ce projet d'aboutir, la FSU Réunion appelle à une mobilisation massive dès le 17 novembre et au-delà. Ne laissons personne détruire notre système éducatif et exigeons ensemble d'autres choix : l'inscription de tous les lycées de la Réunion en Éducation Prioritaire en est un ainsi qu'une véritable ambition pour l'enseignement public au service de la jeunesse.

FSU Réunion

DES DÉSACCORDS PERSISTENT À QUELQUES JOURS DE LA FIN DE LA COP27

A quatre jours de la fin prévue de la COP27, il reste "beaucoup de travail" pour surmonter les divisions entre pays riches responsables du réchauffement et pays pauvres qui réclament de l'aide pour y faire face, a indiqué le président de la conférence de l'ONU sur le climat, Sameh Choukri.

"Nous avons terminé sur certaines questions, mais il reste encore beaucoup de travail si nous voulons obtenir des résultats significatifs et tangibles dont nous pourrions être fiers. Il faut maintenant changer de vitesse", a exhorté Sameh Choukri, président de la COP27, lors d'un bref point d'étape en ouverture de la dernière ligne droite de la conférence mondiale sur le climat à Charm el-Cheikh, en Egypte, prévue jusqu'au 18 novembre.

Sameh Choukri a cité les points litigieux qui correspondent à tous les chapitres importants: l'atténuation (baisse des émissions), l'adaptation aux effets prévisibles du changement climatique et les finances, notamment pour les *"pertes et dommages"* déjà inévitables, qui frappent souvent les pays les plus pauvres, les moins responsables du réchauffement.

Pour Simon Stiell, directeur de l'agence ONU-Climat, *"les peuples et la planète attendent de ce processus qu'il tienne ses promesses"*. Et d'appeler à *"construire les ponts nécessaires pour progresser sur (la limitation du réchauffement à) 1,5°C, l'adaptation, le financement et les pertes et dommages"*.

En 2021, à la COP26 de Glasgow, 200 pays s'étaient engagés à "maintenir en vie" l'objectif le plus ambitieux de l'accord de Paris. Il s'agissait alors de limiter le réchauffement à +1,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle, en rehaussant leurs engagements de réduction de gaz à effet de serre pour la COP27.

Cependant, seuls une trentaine de pays l'ont fait, mettant la planète sur la voie d'un réchauffement de +2,4°C. Au cours de la

première semaine de la COP27, peu d'annonces ont été faites, à l'exception du Mexique. Selon plusieurs observateurs, la Chine et l'Arabie saoudite ont évoqué leur réticence, à voir dans la déclaration finale la référence à l'objectif de +1,5°C, préférant le principal objectif de l'accord de Paris de "nettement en dessous" de +2°C.

"La plupart des pays ici n'a pas l'intention de revenir en arrière", a indiqué l'émissaire spécial américain pour le climat, John Kerry. Cependant, les décisions se prennent par consensus et un pays peut à lui seul bloquer la machine, laissant tout de même un peu d'espoir. Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, a appelé ce 14 novembre les 20 pays responsables de 80% des émissions, à mettre en place un *"plan commun pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050"*.

La reprise de la coopération visant à renforcer "les efforts" en matière de climat entre la Chine et les Etats-Unis, deux plus gros émetteurs mondiaux de gaz à effet de serre, provoque "un soupir de soulagement", a expliqué à l'Agence France Presse, Anil Dasgupta, président du World Resources Institute.

Les pays en développement exigent plus d'argent aux pays riches qui n'ont pas respecté leur promesse de porter à 100 milliards de dollars par an leur aide destinée à la réduction des émissions et l'adaptation aux impacts.

Ils revendiquent également la mise en place d'un mécanisme spécifique pour faire face aux "pertes et dommages" déjà subis. Les européens et américains sont très réticents à cette demande.

La présidence allemande du G7 et une soixantaine de pays vulnérables ont lancé ce 14 novembre à la COP27 un *"bouclier"*, nouvelle structure pour aider, notamment via des assurances, les populations à financer les impacts du réchauffement, initiative accueillie avec prudence par les ONG.

"Le plus gros problème est le manque de volonté politique, la réticence à voir l'urgence climatique", a déploré la ministre de l'Environnement des Maldives Aminath Shauna, refusant tout "compromis" sur les pertes et dommages.



OTOSIFIZANSS , OTONOMI, SOUVERÈNETÉ ALIMANTÈR ! SÉ DU PARÈYE O MÈM SA ?

Mézami zot i koné souvan dé foi mi anparl lotosifizanss alimantèr. D'ote i di lotonomi alimantèr é néna kékzour dann in lémission dsu Rényon promyère mwin la antande parl la souverèneté alimantèr. In lémissyon radio bien intéréssan, avèk demoune mi panss lé konpétan dann zot séktèr d'travaye.

Dizon ni pé di lé troi lé parèye, sof ké mi sorte rogarde dsu mon téléphone é li la di amwin : sé lo droi pou bande pèp an avoir in lalimantasson korèkt produi avèk bande métode dirab bande péizan la shoizi pou zot prodikssyon. I paré lo mouvman lé pou sa i apèl via campézina é néna in kantité milyon bande péizan lé rogroupé d'dan.

Mi koné pa si bande zinviyé La Rényon promyèr lé rogroupé avèk banna sansa zot i préfèr évite déssèrtin mo d'vokabilèr konm lotonomi par ébzampe. Pétète zot la mète dakor dsu lo mo san fé parti lo rogroupman bande prodiktèr dann lo monde antyé...

Toutefasson kass pa la tête pou lo flakon

provi ké ou néna livrèss... Kass pa la tête pou lo kontenan si lo konténu sé sak wi vé.

Sèl zafèr mi vé dire, sé ké opliss i sava, opliss bande rényoné, konm in pé toute demoune dsu la tèr i konsidèr la nouritir konm kékshoz inportan, é zot i vé karte lé dann zot min pou zot manjé...

Mé koméla, nou lé loin d'lotosifizanss, lotonomi , sansa la souverèneté alimantèr é koman nou l'ariv-la ? Sinplomman ké la koloni téi doi produi sak la métropol i di ali fé :in tan lété bande vivre, in tan lété lo kafé, in tan lété kann épi d'ote kiltir monètèr donk pou gingn larzan.

L'avé ossi la vaniye, jèrniom, vétivèr épi ankor plizyèr zafèr... Konm zot i konpran zamé nou la gingn shoizi par nou mèm sak nou téi vé kiltivé é sé pou sa ké ni ariv landroi nou l'arivé. Mé koman-koman nou va fini par shoizi nou mèm sak ni vé noute tèr i produi.

A bon ékoutèr, salu !

Justin

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR. RAYMOND VERGÈS

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;
1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:
Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques
Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:
Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re

Site Web: www.temoignages.re

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: publicite@temoignages.re

CPPAP: 0916Y92433